

CONTRAT DE RENOVATION URBAINE
« Autour de Simonis »
CONVENTION DE 'PARTENARIAT'

Entre

LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,

représentée par

Le Ministre-Président, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'Intérêt régional, Monsieur Rudi VERVOORT,

dénommée ci-après « la Région » ;

Et les différents opérateurs suivants :

Les opérateurs ' bénéficiaires' :

La commune de Molenbeek-Saint-Jean

représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, et Monsieur Gilbert HILDGEN, Secrétaire adjoint

La commune de Koekelberg

représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Ahmed LAAOUEJ, Bourgmestre, et Madame Francesca SIGNORE, Secrétaire communal

Perspective.brussels

représentée valablement par Monsieur Antoine BORMAN, Directeur Général

Bruxelles Mobilité

représenté valablement par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière, Madame Elke VAN DEN BRANDT

Urban.brussels - Direction de la Rénovation Urbaine (DRU)

Représentée valablement par Madame Bety Waknine, Directrice Générale

dénommés ci-après « les bénéficiaires » ;

Les opérateurs 'Partenaires associés' :

Beliris

représenté valablement par Monsieur Cédric BOSSUT, Directeur Général

Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB)

représenté valablement par Madame Beatrijs COMER, Présidente et Monsieur Raphaël JEHOTTE, Vice-Président

Parking.brussels

représenté valablement par Eric DUBOIS, Directeur Général

Le logement Molenbeekois

représenté valablement par Monsieur Mohamed DAIF, Président et Monsieur, Mohamed EL HAMOUTI, Vice-Président
Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB)
représentée valablement par Monsieur Thomas RYCKALTS, Président du Conseil d'Administration, et Monsieur Brieuc DE MEEÛS, Administrateur-Directeur Général

Bruxelles Environnement

représenté valablement par Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, du Logement, de la Qualité de vie, de l'Environnement et de l'Energie, Monsieur Alain MARON

dénommés ci-après « les partenaires associés ».

Est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

- Le CRU se réalise au moyen d'une ou plusieurs opérations et actions de cohésion sociale et de vie collective. Les opérations d'intérêt ou de portée régionale peuvent être : en priorité, des projets de création/réhabilitation d'espaces publics ou de maillage urbain ;
- des projets immobiliers de logement assimilé au logement social ou conventionné avec les infrastructures de proximité accessibles ;
- des projets visant à améliorer la qualité environnementale du périmètre;
- des projets visant à favoriser la revitalisation économique du périmètre. Le CRU doit inclure au moins une opération ou action encourageant l'innovation et la création.

Ces opérations devront être portées par des opérateurs tant régionaux que communaux sur un territoire qui transcende les limites communales.

Ces programmes sont pilotés par la Région de Bruxelles-Capitale avec une collaboration entre Perspective.brussels pour les aspects stratégiques et programmatiques et la Direction de la Rénovation Urbaine (DRU) d'urban.brussels, pour les aspects opérationnels et budgétaires.

Si la coordination générale des Contrats de Rénovation Urbaine devra être bicéphale via la DRU et Perspective, la mise en œuvre opérationnelle regroupera des opérateurs régionaux et communaux en fonction notamment de la spécialisation de certains opérateurs ou de leurs objets sociaux mais aussi, par exemple, pour surmonter des obstacles liés aux limites des territoires communaux.

Par cette coordination d'actions et d'opérations menées conjointement par plusieurs opérateurs sur une période réduite de maximum 90 mois (à savoir le délai d'exécution de 60 mois et le délai de mise en œuvre de 30 mois), l'effet levier sur la zone d'intervention sera d'autant plus fort.

Le programme CRU 6 : « Autour de Simonis » (Molenbeek/Koekelberg) a été approuvé le 17 mars 2022.

Son programme identifie clairement les opérateurs ainsi que leurs contributions et rôles respectifs. Leur intervention peut se faire sous la forme d'opérations purement CRU à savoir subventionnées à 100% par la subvention régionale CRU dans les limites du crédit budgétaire alloué à l'opération ou à l'action, d'opérations mixtes bénéficiant de financements multiples dont CRU et d'opérations associées financées totalement ou partiellement par les opérateurs partenaires sans apport CRU.

Le périmètre d'ensemble et opérationnel se déploie sur les territoires des Communes de Molenbeek-Saint-Jean et de Koekelberg.

Ce périmètre a été sélectionné de manière à ce que le financement régional contribue à atténuer l'effet de frontières défini par les axes routier et ferroviaire que sont le Boulevard Léopold II et la L28 qui traversent de part et d'autre le territoire nord-ouest de la ZRU 2020.

Les priorités du CRU 6, se déploient en 4 grandes stratégies :

- Mettre en œuvre la ville climatique.
- Améliorer le maillage urbain pour les modes actifs.
- Accroître l'attractivité métropolitaine et renforcer les identités locales.
- Stimuler les environnements entrepreneuriaux.

Ce périmètre englobe différents projets de nature et vocation régionales qui, dès aujourd'hui, contribuent à cet objectif d'atténuation et participent aux mutations fonctionnelles en cours.

Parmi ceux-ci, citons,

- Le chemin vert des écoliers (maillage vert) ;
- L'aménagement de la cyclostrade et de ses abords ;
- Boulevard Léopold II, vision climatique globale et premières interventions à court terme;
- Construction d'un équipement socio-culturel d'ampleur régionale, place Eugène Simonis ;

Par ailleurs, les communes de Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean font actuellement l'objet de programmes de Contrats de Quartier Durable financés par la Région. On peut citer, les CQD « Jacquet » à Koekelberg et « Etangs Noirs » à Molenbeek-Saint-Jean.

La définition des projets des Contrats de Quartier Durable se basera sur la dynamique de transformation enclenchée par les projets du CRU précédemment mentionnés et viendra compléter les initiatives déjà prises en particulier en travaillant sur les facteurs de transversalité entre les franges, les mutations fonctionnelles et les articulations entre quartiers.

En particulier, le programme du CRU envisagera :

- le financement de projets complétant le dispositif des projets régionaux passés ou en cours en évaluant entre autre la possibilité de réaliser les éléments de projets identifiés au PRDD, en particulier ceux situés sur ou en bordure de frontières communales ;
- En plus des projets régionaux, le financement de projets neufs et complémentaires à vocation locale, accompagnant la dynamique de transformation des quartiers.

RECOMMANDATIONS :

1. La lettre de notification :

Une lettre de notification a été envoyée à chaque opérateur contenant des recommandations générales et des points d'attention, entre autre les remarques faites à l'enquête publique. Chaque opérateur devra s'y référer pour l'exécution des actions et opérations.

2. Le Maître Architecte (BMA)

La consultation auprès du Maître Architecte sera recommandée pour veiller à la qualité des projets subsidiés par la Région, comme indiqué dans le cahier spécial des charges du 13/06/2019 définissant ses missions pour garantir la qualité architecturale.

Un membre de la DRU (urban.brussels) et/ou de perspective.brussels participera aux comités d'avis pour la désignation des bureaux d'études en charge de l'élaboration des projets d'architecture des opérations CRU. Cette personne sera en charge de représenter les intérêts et ambitions du CRU.

3. La Participation Citoyenne :

Chaque opérateur veillera à mettre en œuvre un processus participatif et informera la Direction Rénovation Urbaine (urban.brussels) en charge de la coordination.

La participation citoyenne comprendra des actions concrètes d'information et de concertation avec les habitants, en visant leur représentativité, ainsi que les acteurs sociaux et économiques concernés.

TEXTES APPLICABLES A LA PRESENTE CONVENTION DE PARTENARIA

Cette convention est régie notamment par :

- ☒ L'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, articles 92 à 95 ;
- ☒ L'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- ☒ L'Ordonnance du 29 juillet 2015 du Parlement de la Région Bruxelles-Capitale portant création du Bureau Bruxellois de la Planification (Perspective.brussels) ;
- ☒ La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses arrêtés d'exécution ;
- ☒ L'ordonnance organique du 6 octobre 2016 de la revitalisation urbaine (OORU) ;
- ☒ L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- ☒ L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine ;
- ☒ L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 2017 portant la création de Bruxelles Urbanisme Patrimoine (BUP) ;
- ☒ L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 novembre 2019 portant exécution de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2020 » ;
- ☒ L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 approuvant le programme du CRU n°6 « Autour de Simonis ».

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION - articles 49 et 50 de l'OORU

Cette convention vise à mettre en place les conditions optimales d'un partenariat efficace pour garantir la bonne exécution du programme approuvé par le Gouvernement.

Cette convention règle les modalités des partenariats entre la Région et les différents opérateurs pour la réalisation des actions et opérations qui leur sont respectivement confiés dans le programme approuvé du CRU n°6 « Autour de Simonis ».

Le programme ainsi que les fiches projets approuvés par le Gouvernement se trouvent en annexe.

Les porteurs et les montants repris au programme figurant dans ces annexes pour les partenaires associés sont donnés à titre indicatif. Si ces montants s'avèrent inexacts et/ou insuffisants pour réaliser leurs projets le cas échéant, il sera procédé à une modification de programme permettant de les actualiser.

A. Pour les 'bénéficiaires' :

Une convention spécifique définit les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions et opérations définies à l'article 37, 1° à 6° de l'OORU qui leur sont confiés dans le programme approuvé du CRU.

B. Pour les 'Partenaires Associés'

Le partenaire associé devra respecter les mêmes exigences de réalisation de leurs projets que celles qui sont d'application pour les actions et opérations subventionnées dans le cadre du contrat de rénovation urbaine.

Cette convention organise la représentation du partenaire associé aux réunions des comités d'accompagnement par opération, mis en place par le Gouvernement ou par son délégué pendant toute la durée du contrat de rénovation urbaine.

Le partenaire associé ne bénéficie pas des subventions réservées aux bénéficiaires des contrats de rénovation urbaine. Toutefois, le Gouvernement peut adjoindre au projet du partenaire associé, une ou plusieurs opérations ou actions du contrat de rénovation urbaine, qui sont financées ou subventionnées par le Gouvernement.

Le partenaire associé assurera la maîtrise d'ouvrage de ses projets conformément au programme approuvé. Lorsque le Gouvernement adjoint au projet d'un partenaire associé, une opération ou une action subventionnée ou financée dans le cadre du contrat de rénovation urbaine, le Gouvernement peut en déléguer la maîtrise d'ouvrage au partenaire associé.

ARTICLE 2 : ECHEANCIER DES REALISATIONS

A. Les délais réglementaires – OORU, article 45

Chaque opérateur s'engage à planifier et coordonner avec la Direction Rénovation Urbaine (urban.brussels), l'ensemble des marchés de services et travaux du CRU, à réaliser dans la zone du CRU concerné par la présente convention de manière à garantir l'exécution optimale de l'ensemble des projets et actions dans les délais prévus, par l'OORU, cf. ci-dessous, et s'engage à informer la DRU pour toute opération non mentionnée dans les programmes CRU.

1. Le délai d'exécution :

- 60 mois à partir du 1^{er} jour du mois suivant l'approbation du programme de base, à savoir du 1^{er} avril 2022 jusqu'au 31 mars 2027.

Dans ce délai, les opérateurs devront tout mettre en œuvre pour réaliser les actes suivants :

- l'acquisition de droits réels nécessaires aux opérations ;
- la décision d'attribution des marchés publics de travaux, fournitures et services, nécessaires à la mise en œuvre des opérations et actions.

2. Le délai de mise en œuvre (pas pour les actions dites sociétales) :

- 30 mois à partir de la fin du délai d'exécution, à savoir, du 1^{er} avril 2027 jusqu'au 31 septembre 2029.

Chaque opérateur s'engage à communiquer à la Direction Rénovation Urbaine (urban.brussels) et à perspective.brussels pour les opérations qui lui sont confiées par le programme CRU n°6 « Autour de Simonis » tout changement sur le déroulement des projets et/ou de leur délai de réalisation.

Pour les 'bénéficiaires', un échéancier spécifique pourra être mentionné dans leur propre convention.

B. Echancier particulier et recommandation spécifiques :

Les acquisitions des parcelles ou immeubles situés sur le territoire du CRU6 devront être finalisées avant la fin de la phase d'exécution.

ARTICLE 3 : LES DIFFERENTS COMITES ET LES DOCUMENTS A FOURNIR

A. Le Comité d'Accompagnement Général : Article 38 OORU - Article 28 § 1 et 2 arrêté 23/03/2017

Le Comité d'accompagnement sera composé de membres de la Direction Rénovation Urbaine (urban.brussels), de perspective.brussels et d'un représentant de son Ministre de Tutelle.

Il sera chargé de vérifier le bon avancement du programme du CRU n°6 « Autour de Simonis ».

Le bénéficiaire est tenu de participer au comité d'accompagnement compétent pour les projets dont il est porteur.

Les partenaires associés sont invités aux réunions du comité d'accompagnement qui concernent les opérations ou actions auxquelles ils sont associés.

Ce comité d'accompagnement général se réunira au moins une fois par an et les invitations seront transmises au moins 1 mois à l'avance.

B. Des Comités Opérationnels :

Ils pourront également être organisés par la Direction Rénovation Urbaine (urban.brussels) selon les besoins de chaque projet.

ARTICLE 4 : REMISE DES DOCUMENTS

C. Documents à fournir :

Chaque opérateur transmettra à la Direction Rénovation Urbaine (urban.brussels) un rapport d'activités intermédiaire, qui démontrera un avancement de l'exécution de l'opération conforme aux opérations du programme deux semaines avant le comité d'accompagnement général.

Ce rapport donnera un aperçu global du projet et de son contexte. L'avancement opérationnel et financier du projet, ainsi qu'une évaluation des objectifs et des indicateurs doivent y apparaître, ainsi que les efforts entrepris par l'opérateur afin que le projet soit pérennisé au-delà de la période de programmation et les problèmes éventuels rencontrés doivent y figurer.

Toutes autres informations utiles seront également consignées, telles que les efforts soutenus en faveur de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, le respect des normes environnementales, une structure indicative pour ce rapport d'activités est mis à la disposition par la Région.

Toutes les notifications effectuées sur la base de cette convention et tout document requis doivent être adressés aux adresses suivantes :

Pour la Région :

Urban.brussels
Direction de la Rénovation urbaine
Mont des Arts, 10-13
1000 Bruxelles

Contact mail : aroundsimonis@urban.brussels

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

- A. Les bénéficiaires seront obligés d'utiliser la charte graphique et les logos en vigueur à urban.brussels et perspective.brussels.
- B. Les partenaires associés sont autorisés à utiliser la charte graphique et les logos en vigueur à urban.brussels et perspective.brussels.

Toute communication sur le projet se fera en concertation avec la Direction de la Rénovation urbaine (urban.brussels) et perspective.brussels.

ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'adoption du contrat de rénovation urbaine, c-à-d à partir du 01/04/2022.

Etablie à Bruxelles en 11 exemplaires le .

Chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour la Région de Bruxelles – Capitale



Rudi VERVOORT,

Le Ministre-Président, chargé du
Développement territorial et de la Rénovation
urbaine, du Tourisme, de la Promotion de
l'image de Bruxelles et du Biculturel d'Intérêt
régional

Pour les bénéficiaires et partenaires associés,

Bruxelles Mobilité

Eike VAN DEN BRANDT

**la Ministre du Gouvernement de la Région
de Bruxelles-Capitale chargée de la Mobilité,
des Travaux publics et de la Sécurité routière**

La commune de Molenbeek-Saint-Jean

**Catherine MOUREAUX
Bourgmestre**

**Gilbert HILDGEN
Secrétaire adjoint**

La commune de Koekelberg

**Ahmed LAAOUEJ
Bourgmestre**

**Francesca SIGNORE
Secrétaire communal**

Pour les bénéficiaires,

Perspective.brussels

**Antoine BORMAN
Directeur général**

Urban.brussels - Direction de la Rénovation Urbaine (DRU)


p/o Ir F. DAUW
Premier Ingénieur

Bety WAKNINE
Directrice générale

Pour les partenaires associés,

Beliris

Xavier BINDELS
Directeur technique

Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB)

Beatrijs COMER
Présidente
Parking.brussels

Raphaël JEHOTTE
Vice-Président

Eric DUBOIS
Directeur Général

Le logement Molenbeekois

Mohamed DAIF
Président

Mohamed EL HAMOUTI
Vice-Président

Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB)

Thomas RYCKALTS
Président

Brieuc DE MEEÛS
Administrateur-Directeur Général

Bruxelles Environnement

Alain MARON
Le Ministre du Gouvernement de la Région
de Bruxelles-Capitale, du Logement,
de la Qualité de vie, de l'Environnement et de l'Energie

STADSVERNIEUWINGSCONTRACT
“Rondom Simonis”
PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST

Tussen

HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,

vertegenwoordigd door

de minister-president, bevoegd voor Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de Promotie van het Imago van Brussel en Biculturele Zaken van Gewestelijk Belang, de heer Rudi VERVOORT,

hierna “het Gewest” genoemd;

En de volgende operatoren:

De ‘begunstigde’ operatoren:

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek

vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in naam waarvan mevrouw Catherine MOUREAUX, burgemeester, en de heer Gilbert HILDGEN, adjunct-secretaris, optreden

De gemeente Koekelberg

vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in naam waarvan de heer Ahmed LAOUEJ, burgemeester, en mevrouw Francesca SIGNORE, gemeentesecretaris, optreden

Perspective.brussels

geldig vertegenwoordigd door de heer Antoine BORMAN, directeur-generaal

Brussel Mobiliteit

geldig vertegenwoordigd door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid, mevrouw Elke VAN DEN BRANDT

Urban.brussels - Directie Stadsvernieuwing (DSV)

geldig vertegenwoordigd door mevrouw Bety Waknine, directeur-generaal

hierna “de begunstigden” genoemd;

De 'geassocieerde partneroperatoren':

Beliris

geldig vertegenwoordigd door de heer Cédric BOSSUT, directeur-generaal

De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM)

geldig vertegenwoordigd door mevrouw Beatrijs COMER, voorzitter, en de heer Raphaël JEHOTTE, ondervoorzitter

Parking.brussels

geldig vertegenwoordigd door Eric DUBOIS, directeur-generaal

Molenbeekse Woningen

geldig vertegenwoordigd door de heer Mohamed DAIF, voorzitter, en de heer Mohamed EL HAMOUTI, ondervoorzitter

De Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel (MIVB) geldig vertegenwoordigd door de heer Thomas RYCKALTS, voorzitter van de raad van bestuur, en de heer Brieuc DE MEEÛS, bestuurder-directeur-generaal

Leefmilieu Brussel

geldig vertegenwoordigd door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie, de heer Alain MARON

hierna "de geassocieerde partners" genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt:

INLEIDING

Het SVC wordt uitgevoerd door middel van een of meerdere operaties en acties die tot doel hebben om de sociale cohesie en het gemeenschapsleven te bevorderen. De operaties van gewestelijk belang of met gewestelijke reikwijdte zijn onder meer:

- in eerste instantie projecten voor de aanleg / betere inrichting van openbare ruimten of van het stedelijke weefsel;
- vastgoedprojecten voor huisvesting gelijkgesteld met sociale of geconventioneerde woningen met bijbehorende buurtinfrastructuur;
- projecten gericht op het verbeteren van de milieukwaliteit van de perimenter;
- projecten om de economische herwaardering van de perimenter te stimuleren. Het SVC moet ten minste één operatie of actie ter bevordering van innovatie en creatie omvatten.

Deze operaties worden door zowel gewestelijke als gemeentelijke operatoren uitgevoerd op
Partnerschapsovereenkomst – P. 2/12

een gebied dat de gemeentegrenzen overschrijdt.

De programma's worden aangestuurd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in samenwerking met perspective.brussels voor de strategische en programmatorische elementen en de directie Stadsvernieuwing (DSV) van urban.brussels voor de operationele en begrotingsaspecten.

De DSV en perspective.brussels moeten met hun twee instaan voor de algemene coördinatie van de stadsvernieuwingscontracten. Voor de operationele implementatie daarentegen zorgen gewestelijke en gemeentelijke operatoren, afhankelijk onder meer van hun specialisatie of maatschappelijk doel, maar ook bijvoorbeeld om hindernissen op te vangen die te maken hebben met de gemeentelijke grenzen.

Door de acties en operaties die meerdere operatoren binnen een beperkte tijdspanne van maximaal 90 maanden (uitvoeringstermijn van 60 maanden en implementatietermijn van 30 maanden) samen ondernemen op een dergelijke manier te coördineren, zal het hefboomeffect op het interventiegebied des te groter zijn.

Het programma voor **SVC 6 "Rondom Simonis"** (Molenbeek/Koekelberg) werd op 17 maart 2022 goedgekeurd.

Dat programma beschrijft duidelijk de operatoren en hun respectieve bijdragen en rollen. Hun initiatieven kunnen de vorm aannemen van zuivere SVC-operaties, die volledig door de gewestelijke SVC-subsidie worden gesubsidieerd binnen de grenzen van het begrotingskrediet dat aan de operatie of aan de actie werd toegekend, van gemengde operaties die allerlei financiële steun genieten, onder meer van het SVC, of van verwante operaties die volledig of gedeeltelijk door de partneroperatoren worden gefinancierd, zonder inbreng van het SVC.

De algemene en operationele perimeter strekt zich uit op het grondgebied van de gemeenten Sint-Jans-Molenbeek en Koekelberg.

De perimeter is zodanig gekozen dat de gewestelijke financiering ertoe kan bijdragen het breuklijneffect veroorzaakt door de verkeersweg en de spoorlijn die aan weerszijden dwars door het noordwestelijke deel van de ZSH 2020 lopen, met name de Leopold II-laan en lijn L28, af te zwakken.

De prioriteiten van SVC 6 steunen op vier grote strategieën:

- Verwezenlijking van de klimaatbewuste stad.
- Verbetering van het stedelijk weefsel voor de actieve modi.
- De grootstedelijke aantrekkingskracht vergroten en de lokale identiteiten versterken.

- Het ondernemingsklimaat stimuleren.

In de periméter zijn verschillende projecten van gewestelijke omvang en draagwijdte gepland die vanaf heden de nagestreefde afzwakking helpen te bewerkstelligen en bijdragen aan de huidige functionele veranderingen.

Het gaat onder meer om,

- het groene schoolparcours (groen netwerk);
- de inrichting van de cyclostrade en de omgeving ervan;
- de globale klimaatvisie voor de Leopold II-laan en de eerste ingrepen op korte termijn;
- de bouw van een socioculturele voorziening met gewestelijke uitstraling aan het Eugène Simonisplein.

In de gemeenten Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek lopen op dit ogenblik eveneens duurzame wijkcontractprogramma's die het Gewest financiert. Zo zijn er de DWC's "Jacquet" in Koekelberg en "Zwarte Vijvers" in Sint-Jans-Molenbeek.

De invulling van de projecten die kaderen in de duurzame wijkcontracten, zal worden gebaseerd op de transformatiedynamiek die de voormelde projecten van het SVC op gang brengen en zal een aanvulling vormen op de reeds ondernomen initiatieven. Het werk zal daarbij voornamelijk worden toegespitst op de overkoepelende factoren voor de randgebieden, de functionele veranderingen en de verbindingen tussen de wijken.

Het SVC-programma zal er in het bijzonder op gericht zijn:

- projecten die een aanvulling vormen op voltooide of lopende gewestelijke projecten te financieren, waarbij onder meer zal worden nagegaan of het mogelijk is onderdelen van in het GPDO vooropgestelde projecten, en dan vooral op of aan de rand van gemeentegrenzen, te verwezenlijken;
- naast de gewestelijke projecten ook nieuwe complementaire lokale projecten die de transformatie van de wijken ondersteunen, te financieren.

AANBEVELINGEN:

1. De kennisgevingsbrief:

Er werd naar elke operator een kennisgevingsbrief verstuurd met enkele algemene aanbevelingen en aandachtspunten, waaronder de opmerkingen die bij het openbaar onderzoek waren geformuleerd. Iedere operator moet daar bij de uitvoering van de acties en operaties rekening mee houden.

2. De Bouwmeester (BMA)

De raadpleging van de Bouwmeester wordt aanbevolen om te waken over de kwaliteit van de door het Gewest gesubsidieerde projecten, zoals bepaald in het bestek van 13 juni 2019 dat zijn opdrachten definieert, teneinde de bouwkundige kwaliteit te garanderen.

Een lid van de DSV (urban.brussels) en/of perspective.brussels zal deelnemen aan de vergaderingen van het adviescomité om de studiebureaus die belast worden met de uitwerking van de architecturale ontwerpen voor de SVC-operaties aan te wijzen. Die persoon dient de belangen en ambities van het SVC te vertegenwoordigen.

3. De burgerparticipatie:

Iedere operator dient een participatief proces op te zetten en de directie Stadsvernieuwing (urban.brussels), die instaat voor de coördinatie, daarvan op de hoogte te brengen.

De burgerparticipatie omvat concrete informatieverstrekking en overleg met de bewoners om hun vertegenwoordiging te garanderen, alsook met de betrokken sociale en economische actoren.

TEKSTEN DIE OP DEZE PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST VAN TOEPASSING ZIJN

Deze overeenkomst wordt geregeld door:

- De organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, meer bepaald de artikelen 92 tot 95;
- De ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- De ordonnantie van 29 juli 2015 van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement houdende oprichting van het Brussels Planningsbureau (perspective.brussels);
- De wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en de bijbehorende uitvoeringsbesluiten;
- De ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (OOSH);
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de stadsvernieuwingscontracten;
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 juni 2017 houdende oprichting van Brussel Stedenbouw & Erfgoed (BSE);
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 november 2019 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2020";
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 tot goedkeuring van het programma voor SVC nr. 6 "Rondom Simonis".

ARTIKEL 1: DOEL VAN DE OVEREENKOMST - artikelen 49 en 50 van de OOSH

Deze overeenkomst beoogt de optimale voorwaarden voor een doeltreffende samenwerking vast te leggen om de goede uitvoering van het door de regering goedgekeurde programma te waarborgen.

Deze overeenkomst regelt de samenwerkingsmodaliteiten tussen het Gewest en de verschillende operatoren met het oog op de uitvoering van de acties en operaties die hen in het goedgekeurde programma van SVC nr. 6 "Rondom Simonis" respectievelijk zijn toevertrouwd.

Het programma en de projectfiches die door de regering werden goedgekeurd, zijn als bijlagen bij deze overeenkomst gevoegd.

De projectdragers en de in het programma opgenomen bedragen die in die bijlagen voor de geassocieerde partners staan vermeld, zijn louter indicatief. Indien die bedragen onjuist blijken te zijn en/of niet volstaan om hun projecten te verwezenlijken, zal het programma zo nodig worden gewijzigd om ze te kunnen aanpassen.

A. Voor de 'begunstigden':

Een aparte overeenkomst bepaalt de subsidiëeringsvoorwaarden voor de uitvoering van de acties en operaties, zoals bepaald in artikel 37, 1° tot 6° van de OOSH, die hen in het goedgekeurde programma van het SVC zijn toevertrouwd.

B. Voor de 'geassocieerde partners'

De geassocieerde partners moeten voor de verwezenlijking van hun projecten dezelfde vereisten naleven als degene die van toepassing zijn voor de in het kader van het stadsvernieuwingscontract gesubsidieerde acties en operaties.

Deze overeenkomst organiseert de vertegenwoordiging van de geassocieerde partner op de vergaderingen van de begeleidingscomités per operatie die door de regering of haar gemachtigde tijdens de looptijd van het stadsvernieuwingscontract wordt uitgevoerd.

De geassocieerde partner komt niet in aanmerking voor de subsidies die voor de begunstigden van de stadsvernieuwingscontracten zijn voorbehouden. De regering kan echter aan het project van de geassocieerde partner een of meer operaties of acties van het stadsvernieuwingscontract toevoegen die door de regering worden gefinancierd of gesubsidieerd.

De geassocieerde partner neemt de rol van opdrachtgever op zich voor zijn projecten conform het goedgekeurde programma. Wanneer de regering een in het kader van het stadsvernieuwingscontract gesubsidieerde of gefinancierde operatie of actie toevoegt aan het project van een geassocieerde partner, kan zij hiervoor de rol van opdrachtgever overdragen aan de geassocieerde partner.

ARTIKEL 2: KALENDER VAN DE VERWEZENLIJINGEN

A. De reglementaire termijnen – OOSH, artikel 45

Iedere operator verbindt zich ertoe om alle binnen het gebied van het SVC waarop deze overeenkomst betrekking heeft, uit te voeren opdrachten voor aanneming van diensten en werken samen met de directie Stadsvernieuwing (urban.brussels) te plannen en te coördineren teneinde de optimale uitvoering van alle projecten en acties binnen de door de OOSH

vastgestelde termijnen te garanderen (zie verder) en verbindt zich er tevens toe om de DSV in kennis te stellen van elke operatie die niet in de SVC-programma's is genoemd.

1. De uitvoeringstermijn:

- 60 maanden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de goedkeuring van het basisprogramma, d.i. van 1 april 2022 tot en met 31 maart 2027.

Binnen die termijn moeten de operatoren alles in het werk stellen om de volgende handelingen te verrichten:

- de zakelijke rechten verwerven die nodig zijn om de operaties te kunnen uitvoeren;
- een beslissing nemen in verband met de gunning van de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, die nodig zijn voor de implementatie van de operaties en acties.

2. De implementatietermijn (niet voor de zogeheten maatschappelijke acties):

- 30 maanden vanaf het einde van de uitvoeringstermijn, d.i. van 1 april 2027 tot en met 30 september 2029.

Iedere operator verbindt zich ertoe de directie Stadsvernieuwing (urban.brussels) en perspective.brussels voor de operaties die hem door het programma van SVC nr. 6 "Rondom Simonis" zijn toevertrouwd, op de hoogte te brengen van elke wijziging met betrekking tot het verloop van de projecten en/of de uitvoeringstermijn ervan.

In de eigen overeenkomst van de begunstigden kan een specifieke planning worden vermeld.

B. Bijzondere deadline en specifieke aanbevelingen:

De aankopen van percelen of gebouwen binnen het gebied van SVC 6 moeten voor het einde van de uitvoeringsfase zijn afgerond.

ARTIKEL 3: DE VERSCHILLENDE COMITÉS EN DE IN TE DIENEN STUKKEN

A. Het algemeen begeleidingscomité: Artikel 38 van de OOSH - Artikel 28, §1 en §2 van het besluit van 23 maart 2017

Het begeleidingscomité wordt samengesteld uit leden van de directie Stadsvernieuwing (urban.brussels), perspective.brussels en een vertegenwoordiger van de toezichthoudende minister.

Het wordt belast met het toezicht op de vordering van het programma van SVC nr. 6 "Rondom Simonis".

De begunstigde is verplicht deel te nemen aan het begeleidingscomité dat bevoegd is voor de projecten waarover hij de leiding heeft.

De geassocieerde partners worden uitgenodigd op de vergaderingen van het begeleidingscomité over de operaties of acties waarbij ze betrokken zijn.

Dat algemeen begeleidingscomité dient minstens één keer per jaar samen te komen. De uitnodigingen daarop moeten minstens één maand op voorhand worden verstuurd.

B. Operationele comités:

Zij kunnen al naargelang de behoeften van elk project ook door de directie Stadsvernieuwing (urban.brussels) worden georganiseerd.

ARTIKEL 4: INDIENING VAN DE DOCUMENTEN

C. In te dienen stukken:

Iedere operator moet de directie Stadsvernieuwing (urban.brussels) twee weken voor de vergadering van het algemeen begeleidingscomité een tussentijds activiteitenverslag bezorgen, waaruit blijkt dat de uitvoering van de operatie conform de operaties van het programma vordert.

Dat verslag dient een totaal overzicht van het project en de context ervan te bevatten. De operationele en financiële vordering van het project, evenals een evaluatie van de doelstellingen en van de indicatoren moeten erin worden opgenomen. Ook moet erin staan welke inspanningen de operator levert om zijn project na de geprogrammeerde periode te laten voortbestaan en welke problemen zich eventueel hebben voorgedaan.

Ook alle andere nuttige informatie moet in het verslag worden vermeld, zoals de aanhoudende inspanningen voor de gelijke kansen voor mannen en vrouwen en de naleving van de milieunormen. Het Gewest stelt een indicatieve structuur voor dit activiteitenverslag ter beschikking.

Alle kennisgevingen op basis van deze overeenkomst en alle vereiste documenten dienen naar de volgende adressen te worden verstuurd:

Voor het Gewest:

Urban.brussels
Directie Stadsvernieuwing, Kunstberg
10-13
1000 Brussel

E-mail contactpersoon: aroundsimonis@urban.brussels

ARTIKEL 5: COMMUNICATIE

A. De begunstigden zijn verplicht om de huisstijl en de logo's van urban.brussels en perspective.brussels te gebruiken.

B. De geassocieerde partners krijgen de toestemming om de huisstijl en de logo's van urban.brussels en perspective.brussels te gebruiken.

Alle communicatie over het project verloopt in overleg met de directie Stadsvernieuwing (urban.brussels) en perspective.brussels.


ARTIKEL 6: INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de goedkeuring van het stadsvernieuwingscontract, d.w.z. vanaf 1 april 2022.

Opgemaakt te Brussel in 11 exemplaren, op

Elke partij erkent dat zij een exemplaar heeft ontvangen.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest



Rudi VERVOORT,
de minister-president, bevoegd voor Territoriale
Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de
Promotie van het Imago van Brussel en
Biculturele Zaken van Gewestelijk Belang

**Voor de begunstigen en geassocieerde
partners, Brussel Mobiliteit**

Elke VAN DEN BRANDT
de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke
Regering bevoegd voor Mobiliteit, Openbare
Werken en Verkeersveiligheid

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek

Catherine MOUREAUX
Burgemeester

Gilbert HILDGEN
Adjunct-secretaris

De gemeente Koekelberg

Ahmed LAAOUEJ
Burgemeester

Francesca SIGNORE
Gemeentesecretaris

Voor de begunstigten,

perspective.brussels

Antoine BORMAN
Directeur-generaal

Urban.brussels - Directie Stadsvernieuwing (DSV)


Ir F. DAUW
Premier Ingénieur

Bety WAKNINE
Directeur-generaal

Voor de geassocieerde partners,

Beliris

Xavier BINDELS
Technisch directeur

De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM)

Beatrijs COMER
Voorzitter

Raphaël JEHOTTE
Ondervoorzitter

Parking.brussels

Eric DUBOIS
Directeur-generaal

Molenbeekse Woningen

Mohamed DAIF
Voorzitter

Mohamed EL HAMOUTI
Ondervoorzitter

De Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel (MIVB)

Thomas RYCKALTS
Voorzitter

Brieuc DE MEEÛS
Bestuurder-directeur-generaal

Leefmilieu Brussel

Alain MARON
De minister van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor
Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en
Energie